

**Intervention à la journée de débats solidaires du 13 juin 2009**  
**Sur le thème de « croissance ou décroissance ? »**

***Les trois sortes de circulation des biens et leur principes différents : le marché, les services publics et le don***

Françoise Bloch<sup>1</sup>

*(...)Nous sommes dans une période, assez rare, où la crise et l'impuissance des puissants laissent une place au libre- arbitre de chacun : il existe aujourd'hui un laps de temps pendant lequel nous avons chacun la possibilité d'influencer l'avenir par notre action individuelle. Mais comme cet avenir sera la somme du nombre incalculable de ces actions, il est absolument impossible de prévoir quel modèle s'imposera finalement. Dans dix ans, on y verra peut-être plus clair ; dans trente ou quarante ans, un nouveau système aura émergé. Je crois qu'il est tout aussi possible de voir s'installer un système d'exploitation hélas encore plus violent que le capitalisme, que de voir au contraire se mettre en place un modèle plus égalitaire et redistributif (...). I. Wallerstein <sup>2</sup>.*

## **Préambule**

Si de croissance ou décroissance il est question aujourd'hui, que voulons-nous qui croissent ou qui décroissent ? Souhaitons-nous qu'il y ait moins de « choses » produites ? Ce serait donc une rupture avec le productivisme et la société essentiellement matérialiste dans laquelle nous vivons, rupture nécessaire aussi bien pour la gauche que la droite ? Ou bien que ces choses soient produites autrement ? ce qui ne les ferait d'ailleurs pas systématiquement décroître ! Ou bien voulons-nous que les liens croissent entre nous ?

Au delà de ces questions apparemment « naïves », quelles sont donc les différents types d'activités humaines qu'elles appartiennent au secteur marchand ou non marchand ? Comment celles-ci ont-elles été séparées ? Et quels sont les défis qui nous sont lancés s'agissant de les penser autrement face aux urgences dont le débat actuel sur la décroissance témoigne et qui s'ancre non seulement dans la crise financière, économique et sociale mais aussi écologique et humaine ?

Après un très bref rappel historique sur la manière dont dès le 18<sup>ème</sup> siècle, ont été scindés intérêt pour soi et souci de l'autre, j'exposerai les différents types de circulation des choses (biens et services) et leur principes différents selon qu'on s'intéresse ou non aux personnes et aux liens qu'elles tissent entre elles. Dans un premier temps cela pourra vous sembler complexifier les choses.. mais cela me permettra de tenter de montrer sur quoi il nous faudrait

---

<sup>1</sup> Françoise Bloch fut chercheuse au CNRS (GRS- Université Lyon 2) dont elle est désormais retraitée. Une bonne partie de cette intervention ressort donc de ses travaux de recherche faits pour partie collectivement. La reconnaissance de ce qu'elle doit aux autres est donc une évidence qu'elle tient à souligner et dont témoigne une bonne partie des références bibliographiques citées mais néanmoins restreintes pour ne pas alourdir un texte déjà très long.

<sup>2</sup>Immanuel Wallerstein, Le système-monde en désagrégation in 2001, ss la direction de Daniel Mercure « *Une société Monde. Les dynamiques sociales de la mondialisation* »

agir pour sortir de cette crise multidimensionnelle (que d'aucuns nomment structurelle) même s'il s'agit aujourd'hui de discuter de croissance ou décroissance.

En effet, *l'argent* comme équivalent généralisé, voire comme fétiche, a envahi les trois sortes de circulation des choses et les différents types de liens ! Seule une action sur l'argent, selon à quoi il sert, serait donc susceptible de nous permettre d'agir sur la croissance et la décroissance et de diriger autrement la production-consommation ! Vaste programme que les objecteurs de croissance pourtant pour l'instant semblent évacuer.

Ce texte n'a qu'un objectif, contribuer au débat, et n'a évidemment pas prétention à l'exhaustivité. Pourtant, un retour historique me semble nécessaire pour mieux appréhender le présent...et l'avenir fort incertain et ceci en toute modestie.

## Introduction

Le point de vue adopté ici est donc d'observer comment circulent les choses dans la société contemporaine, essentiellement occidentale, du point de vue du lien que cette circulation tisse ou non entre les personnes. Il ne s'agit donc pas d'une analyse précise de ce que fait telle ou telle personne : dans une société basée sur la division du travail, nul ne sait d'ailleurs ce que précisément fait l'autre ! C'est bien cela le problème d'ailleurs et nous aurions tout à fait intérêt à nous intéresser à l'autre et à ce qu'il fait, au-delà des jugements que nous portons sur lui.

Il y a une sorte de loi sociale qui fait que ce qui ne circule pas meurt. Il est effectivement dangereux d'empêcher les choses de circuler comme il est dangereux de les garder pour soi. Il en est des choses comme de *l'argent* qui en représente désormais l'équivalent généralisé. Quand Marcel Mauss étudie la manière dont les Maori font circuler les choses - ce qui lui permettra d'élaborer son fameux *Essai sur le don*<sup>3</sup>, le texte le plus commenté de la littérature anthropologique - Ranapiri, un sage Maori qui est son informateur, explique à l'ethnologue « le garder pour moi (cet objet), serait perdre ma force...La mort m'attend car les horreurs épouvantables de la sorcellerie se déchaîneraient sur ma tête »<sup>4</sup>.

Chez les « primitifs », dans ces sociétés qui ont toutes disparu, tout circulait – sauf les objets sacrés qui furent en grande partie pillés par les colonisateurs européens dans les musées desquels ils se trouvent ! – selon la triple obligation de donner, recevoir et rendre : rien ne devait être gardé et le surplus était dilapidé dans des fêtes somptuaires : c'était la part maudite<sup>5</sup> ! Tout devait circuler pour deux raisons : 1/ garder les choses faisait encourir la malédiction des esprits 2/ quelque chose de l'esprit des personnes passait dans la chose donnée et poussait celui qui la recevait à la donner à son tour, selon une boucle sans fin qui constituait, selon Mauss, un fait social total. Nous qui nous croyons si civilisés aurions beaucoup de choses à apprendre des « primitifs » ***car la part maudite que dilapidaient les « primitifs » n'est-ce pas l'argent dans nos sociétés, l'argent qui devient objet de spéculation ?*** C'est donc sur l'argent qu'il nous faudrait agir car désormais il est partout, y

---

<sup>3</sup> Marcel Mauss, 1950, *Essai sur le don. Forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques*, in *Sociologie et Anthropologie*, Quadrige-PUF

<sup>4</sup> C'est sur cette phrase de Ranapiri que s'appuie Mauss pour élaborer son interprétation du don. Rappelons que dans ces sociétés, tout circulait – sauf les objets sacrés - selon le principe d'une triple obligation : donner, recevoir et rendre.

<sup>5</sup> Georges Bataille, (1<sup>ère</sup> éd. 1949) 1967, *La Part Maudite*, Editions de Minuit

compris dans le don car le don, contrairement à ce que d'aucuns croient, n'est pas que gratuité et la gratuité n'est pas automatiquement du don. J'y reviendrai.

Mais il y a plusieurs manières de s'intéresser à ce qui circule. De façon générale et je reviendrai là-dessus plus loin, les économistes (mais malheureusement pas qu'eux !) s'intéressent à ce qui circule indépendamment des personnes. Ils s'intéressent aux lois qui gouvernent la circulation des choses, selon le principe que **chacun cherchant son intérêt, la somme des intérêts individuels conduirait à l'intérêt commun** ! Evidence contredite par les faits et par la confrontation au réel...qui a la vie dure. Le lien entre les personnes ne les intéresse pas soit, disent-ils « parce qu'il est déjà là » en dehors de la théorie, soit parce qu'il n'existe pas puisque l'homme est par définition « égoïste ». Seules les choses et leur circulation, voire les services désormais, les intéressent : *l'homo oeconomicus* est un type d'individu dont la propriété principale est de s'intéresser au lien social qu'en ce qu'il est **l'instrument de la circulation des choses**. Dans ce système qu'on nomme capitaliste – un système parmi d'autres mais devenu dominant - , les personnes deviennent donc elles-mêmes des choses ( c'est le propre même de l'aliénation du travailleur dans la production industrielle capitaliste mais désormais aussi dans les services) et sont même maintenant devenues des « choses » surnuméraires ! **Ceci s'appelle l'objectivation de l'autre - voire sa réification - et là est la spécificité du marché. Chacun y cherche à maximiser son intérêt : le rapport de force en est donc la loi et selon ce rapport de forces chacun y gagne ou y perd. Ce rapport de force peut bien entendu déboucher sur la guerre – l'Histoire le prouve -, la guerre de tous contre tous....et toutes.**

Il en est quelque peu différemment dans les services publics étatiques quand ils existent, c'est à dire finalement dans peu de sociétés ou d'Etats mais par leurs normes, critères, formulaires, règlements, etc ....le système étatique communément nommé « services publics » tend continuellement à prendre des décisions importantes mais **indépendantes du rapport aux personnes et entre les personnes** même et surtout peut-être si, celles-ci sont devenues « ses clients ».

S'intéresser au don s'est se poser des questions sur la circulation des choses par rapport au lien que cette circulation permet de tisser entre les personnes. S'il reste une forme que d'aucuns nomment « archaïque », qui est créatrice de liens, à savoir le don (on le nomme aussi le « care » ou « souci de l'autre ») , il risque de disparaître par les coups de butoir qu'il subit tout à la fois du marché (incluant bien entendu la consommation et son bras armé la publicité) et des services étatiques. En effet, une bonne partie de ce qui était don est déjà passée sur le marché : on l'appelle tout simplement **la consommation** qui n'est que l'excroissance du marché et sa contre-partie. Nous avons en plus une forte tendance à confondre don et gratuité. Or le don, dans nos sociétés contemporaines (car nous ne sommes plus dans une société dite « primitive ») n'est pas synonyme de gratuité et la gratuité n'est pas toujours du don !

Mais la disparition progressive du don comme lien, n'est pas seulement imputable à l'extension du marché : **elle est liée au calcul, à l'intérêt pour soi, à la disparition progressive de toutes les actions « désintéressées »**, y compris celles qui ont un rapport au politique et au travail sur soi si développé ces dernières années ! En gros c'est fou comme tous nos contemporains sont occupés dans des pratiques « intéressées ». Je vous laisse donc méditer sur le temps que les uns et les autres nous passons à « faire » des choses sans que le lien profond à ces choses ou aux personnes soit synonyme de rencontres.

## ***Le lien social existe***

Lorsque nous nous sommes intéressés au lien social familial et à ce qui le constituait voici déjà plus de 20 ans<sup>6</sup>, beaucoup nous ont ri au nez. Et en particulier les féministes ! De ce travail, beaucoup n'en ont retenu que la gratuité et le fait que les femmes se faisaient avoir, et n'ont retenu que l'asymétrie des positions que, dans cette sorte d'échange bien singulier, femmes et hommes occupent. Erreur fondamentale, manque de travail attentif et profond, mais l'erreur est humaine surtout lorsqu'elle n'est portée que par l'idéologie.

Or à une période où tout le monde s'interroge sur la crise économique, sur l'envahissement de l'ensemble du social par l'argent - y compris le langage puisque désormais on « gère » tout y compris ses relations amoureuses, la prise en charge de ses enfants et de ses parents vieillissants - sur la dualisation de la société (les exclus d'une part et les nantis de l'autre), sur la crise du lien social entre autres familial (repérable par le nombre de divorces et des violences intra-familiales) et bien entendu sur la crise écologique qu'une productivité illimitée provoque, affirmer que le lien social existait et existe pouvait apparaître effectivement comme une provocation voire une naïveté.

### ***Comment le repérer ?***

- c'est ce à quoi nous pensons spontanément : le rapport aux enfants, la famille, les voisins, les amis, etc.. c'est en fait une grande partie de nos relations sociales non uniquement fonctionnelles et instrumentales. ***C'est une donnée immédiate de la conscience de tout être social qu'il ne pourrait pas vivre sans liens.*** Et ceux qui vivent sans ces liens vivent dans une grande solitude même s'ils ont de l'argent ! Alain Supiot, professeur de droit, écrivait voici quelques années : « *le retraité titulaire de fonds de pension n'aura que ses titres à manger si personne n'est là pour lui préparer sa soupe* »<sup>7</sup>. A l'autre bout de la vie, il en est de même pour les enfants quel que soit l'argent dont disposent ses parents ! L'enfant, être profondément interactif, capable de percevoir le moi d'autrui avant même sa naissance, a besoin de liens pour se développer, besoin d'interagir avec des humains, ses parents ou toute autre personne prenant soin de lui. Et la seule présence d'objets, fussent-ils super sophistiqués, ne remplacent pas la présence humaine bienveillante et chaleureuse.

- ***une société a donc autant besoin de liens que de biens pour vivre.*** Dans l'histoire de l'Humanité, les sociétés ont plutôt eu tendance à mélanger les deux : les biens au service du lien. La société dite « moderne » mais surtout industrielle tente de les disjoindre et ceci s'est produit progressivement, d'abord au 18<sup>ème</sup> et 19<sup>ème</sup> où intérêt pour soi et souci de l'autre ont été scindés puis maintenant où je montrerai comment s'effectue la circulation des choses par rapport au type de liens qu'elle crée ou non entre les personnes. Apprendre à différencier les différents types d'activités selon le lien qu'elles établissent entre les personnes est donc l'objectif néanmoins modeste de cette intervention ceci ***afin de nous faire comprendre ce que nous devons aux autres*** dans une société où chacunE a le sentiment d'être autonome –

---

<sup>6</sup> F. Bloch, M. Buisson, 1991, Du don à la dette : la construction du lien social familial, *La Revue du MAUSS. Numéro spécial : Donner, recevoir et rendre. L'autre paradigme*, 11, 54-71

<sup>7</sup> Alain Supiot, 1997, Le bon usage du droit en matière d'emploi », *Droit social*, 3, 229-242

s'il a de l'argent - alors que nous n'avons jamais historiquement été aussi interdépendants et ceci désormais au niveau mondial !

## 1. Un rappel historique : la scission entre intérêt pour soi et souci de l'autre

La spécialisation progressive et sexuée des activités humaines et la division du travail qui progressivement s'est instaurée en Occident trouvent leur source au 18<sup>ème</sup> siècle et a culminé au 19<sup>ème</sup>, au moment de l'industrialisation, par un clivage des sexes et des... classes même si cette division du travail existait auparavant et s'est considérablement complexifiée depuis. C'est donc durant ce 18<sup>ème</sup> siècle en Occident d'où découle l'industrialisation du 19<sup>ème</sup>, que fut pensée et s'est opérée, par la violence, une « grande transformation »<sup>8</sup> c'est à dire un véritable acte de dissection au sein des activités humaines : en même temps qu'étaient scindés dans la vie sociale :

- *l'intérêt pour soi*, reposant sur l'éthique du travail, la rationalité économique et l'idéologie méritocratique qui faisaient de l'homme le seul pourvoyeur des besoins de « sa » famille, intérêt pour soi censé conduire à l'intérêt de tous, mais surtout de quelques-uns comme le montre les crises en cours....
- et *le souci de l'autre*, incarné par les femmes ...de la bourgeoisie naissante comme si le visage de la vertu<sup>9</sup> ...et celle de la femme au foyer, invention de ce 19<sup>ème</sup> siècle mais déjà en germe au 18<sup>ème</sup>, devait masquer la violence des rapports sociaux car s'agissant des ouvrières et de leurs enfants, leur mise au travail excédait 14 à 16 heures par jour pour un salaire de misère<sup>10</sup>.

Par cette scission parmi les activités humaines nécessaires à la production de la vie - véritable inversion de ce que *devrait être le sens de la division du travail* - était alors scellée la dépendance des femmes à l'égard de leurs conjoints mais aussi séparées la sphère marchande de la sphère non marchande, intérêt pour soi et souci de l'autre.

Adam Smith, considéré comme « le père » de la science économique notait déjà qu'en poursuivant leur intérêt, les humains, de nature profondément égoïste, pouvaient servir l'intérêt de tous ; mais, théologien et grand moraliste, il constatait aussi qu'ils étaient capables de sentiments moraux qui suscitaient en eux de la sympathie par identification aux autres. De ce sentiment moral naissait, selon lui, leur propension à la vertu qui, par « nature », fut progressivement attribuée aux femmes...des classes moyennes montantes, à celles qui, protégées d'avoir à travailler par le revenu de leurs maris, allaient se consacrer aux autres : à leur foyer certes, souvent aidées par des domestiques comme l'étaient depuis longtemps les femmes aristocrates, mais aussi aux déshérités et miséreux. De là naîtront le paternalisme social et l'amorce du travail social ainsi que les premières crèches, destinées aux enfants de la classe ouvrière, protégés de la maltraitance de « nourrices mercenaires » qui fleurissaient en ces temps de misère<sup>11</sup>.

---

<sup>8</sup> K. Polanyi, 1944, *The great transformation*, (traduction française de C.Malamoud et M.Angeno), 1972, *La Grande transformation*, Gallimard.

<sup>9</sup> K. Blunden, 1982, *Le travail et la vertu. Femmes au foyer : une mystification de la révolution industrielle*, Paris, Payot

<sup>10</sup> notons que si, en Occident, les enfants ne sont plus contraints au travail dès le plus âge, il en est tout autrement dans les pays dits « émergents » ou en voie de développement.

<sup>11</sup> C.Rollet-Echalier, 1990, *La politique à l'égard de la Petite Enfance sous la IIIe République*, INED-PUF, Travaux et documents Cahier 127.

Cette double face de Janus a persisté et s'est même étendue aux autres classes sociales : d'un côté *l'homo oeconomicus*, rationnel, égoïste et souverain dans ses choix, forcément masculin qui, selon ses mérites, ses « talents » ...ou sa naissance, assurait la promotion du groupe familial - ou sa survie dans la plupart des milieux sociaux -, de l'autre le souci de l'autre<sup>12</sup>, directement hérité du religieux, incarné par les femmes. Celles-ci se virent donc attribuer une double mission : celle de donner ce supplément d'âme à la vie sociale qu'était le souci de l'autre et ....de « moraliser ».... les femmes et les enfants de la classe ouvrière qui n'ont jamais été « le souci » des grands possédants.

En effet, à lire les descriptions d'un des historiens de ce 19<sup>ème</sup> siècle<sup>13</sup>, ouvriers, ouvrières et leurs enfants le plus souvent naturels<sup>14</sup> travaillaient jusqu'à 16 heures par jour pour un salaire de misère – la moitié du salaire masculin pour les femmes, un quart pour leurs enfants<sup>15</sup> - qu'Adam Smith justifiera y voyant la différence existante entre « la nature des emplois (occupés par les femmes...et leurs enfants), qui nécessitaient moins de formation, moins de responsabilité, moins de talent naturel », brèche dans laquelle Marx s'engouffrera en stigmatisant la « faiblesse intrinsèque » et l'immaturité des femmes ainsi que l'introduction des machines dans l'industrie que leur « faiblesse musculaire » permettait de conduire. Ce salaire inférieur des femmes fut aussi préconisé par les moralistes et économistes du 18<sup>ème</sup> pour qui la place des femmes était de se consacrer à leur entourage et de dépendre de leur époux. »<sup>16</sup>. De cette époque date aussi la création de l'hygiénisme et de la puériculture que des médecins « philanthropes » et leurs « bienfaitrices » éclairées, encadrées par l'instance religieuse, s'attachèrent à divulguer pour protéger l'enfant de tous les maux qui le frappaient, « moraliser » leurs mères et guider leurs pas vers ce métier désormais leur : la maternité devenue dévorante<sup>17</sup>. « Cette exclusivité maternelle en même temps que l'exclusion paternelle revêtent deux raisons fondamentales qui forment à elles deux les grands thèmes de ce premier romantisme : la Nature et l'Amour. La pédagogie romantique offre aux classes moyennes la Nature et l'Amour comme parrains d'une répartition des tâches et des rôles familiaux, cohérente avec leur idéologie et leurs revenus (...) même si Rousseau, désabusé et amer, reconnaissait, mais en note, que l'intérêt des affaires et l'argent jouaient en fait un rôle moteur dans cette évolution »<sup>18</sup>. Déjà ! Ces notes passèrent inaperçues et l'amour « naturel » de la mère devint l'horizon de réalisation proposé aux femmes dont les enfants en étaient la preuve vivante. Promotion par procuration, si l'on peut dire puisque leur propre statut dépendait totalement de celui de leur conjoint ou compagnon de vie et que celui de leurs enfants devenait l'horizon de leurs aspirations déçues. Repérable dans l'idéologie qui a prévalu dans

<sup>12</sup> Dans la plupart des religions monothéistes, le souci de l'autre voire l'amour de l'autre furent pensés. La charité et la philanthropie en témoignent...jusqu'à l'arrivée du protestantisme qui fait figure d'invention selon Max Weber, Cf pour la première d'entre elles, G. Bernheim, 2002, *Le souci des autres au fondement de la loi juive*, Calmann Levy. C'est la disparition progressive de la croyance en une transcendance qui fait écrire à M. Gauchet que nous serions dans une vacance du sens. L'Etat, qui s'est institué en lieu et place du divin pour dire l'égalité de dignité et de droits entre humains, serait incapable de jouer ce rôle, pris qu'il est dans les conflits d'intérêts quand il n'en est pas partie prenante car la « consanguinité » entre le politique et l'économique est plus ou moins grande selon les Etats. Dès lors que l'égalité de droits – la justice sociale - n'est pas dite et instituée par l'Etat dit de droit, ressurgit le religieux ! Cf M. Gauchet, 1977, *La dette de sens et les racines de l'Etat*, Lire et 1985, le *Le Désenchantement du monde. Une histoire politique de la religion*, Gallimard

<sup>13</sup> L.Chevalier, 1958, *Classes laborieuses et classes dangereuses*, Editions Plon, réédité 2002 et 2007, Editions Perrin

<sup>14</sup> Rappelons qu'au 19<sup>ème</sup> siècle le mariage était rare en milieu ouvrier alors qu'il existait, héritage oblige, en milieu bourgeois et aristocratique.

<sup>15</sup> P.Pierrard, 1987, *Enfants et jeunes ouvriers en France (19<sup>ème</sup>-20<sup>ème</sup> siècles)*, Paris, Les Editions ouvrières

<sup>16</sup> C. Rollet-Echalier, op.c.

<sup>17</sup> K. Blunden, op.cit. p. 64 et suiv.

<sup>18</sup> I. Guérin, 2003, *Femmes et économie solidaire*, La Découverte, MAUSS

la petite bourgeoisie européenne d'entre deux guerres puis d'après guerre, l'aspiration des femmes fut longtemps une aspiration dévorante par procuration qu'elles projetaient sur leur mari et leur progéniture, imitant en cela d'ailleurs les classes bourgeoises. Mais l'intérêt pour soi, révélateur d'une opposition de l'homme à la Nature « hostile » - et à laquelle les femmes furent identifiées - et dont il devait se démarquer pour la transformer dans le procès de travail industriel, montre aujourd'hui aussi toutes les limites prédatrices qu'il contenait en ce début de siècle où les dégâts environnementaux sont massifs.....du fait de l'humain et de la voracité de ses appétits !

C'est donc dans un souci de différenciation à l'égard de la classe ouvrière dont les mœurs dues à la misère étaient considérées comme « dangereuses », que fut inventée la femme au foyer – identifiée à la Nature et l'Amour - modèle qui fut préconisé aussi pour les femmes ouvrières et qui s'étendit durant la fin du 19<sup>ème</sup> et le début du 20<sup>ème</sup> à toutes les classes sociales occidentales ...et ceci bien entendu pour les femmes mariées et lorsque le revenu de leur conjoint suffisait à faire vivre « sa » famille. Le travail domestique et ce qu'il contenait - la prise en charge des enfants et des personnes vulnérables - ressortit alors d'une affaire privée, d'une affaire de familles et donc de femmes, de toutes les femmes souvent des deux lignées, les mieux à même d'être de « bonnes mères », de « bons substituts maternels » en même temps qu'elles étaient de « bonnes épouses » et de « bonnes domestiques » car leur inclination les portait par « nature » à s'occuper des autres.

Or tandis que, sous la Révolution française, des efforts continus étaient déployés pour libérer les hommes des liens de subordination personnels, les femmes, se virent enfermées dans l'espace domestique pour y promouvoir « l'harmonie », bien-être et bonheur fondant l'horizon ultime à atteindre, mais à condition qu'ils soient utiles à la société ! Ce souci du « bonheur pour le plus grand nombre » alla de pair avec l'affirmation de l'autonomie du sujet et de sa liberté....pour les hommes, ainsi qu'avec la volonté ferme d'abolir tout lien de dépendance personnelle.

Mais cette affirmation de l'abolition des liens de dépendance ne concerna pas les femmes : « restait et reste encore une question lancinante : mais que faire des femmes, et quelle place leur revient ? ». Le don reste donc essentiellement une histoire de femmes depuis cette époque. Ce qui ne veut pas du tout dire que ce don a les mêmes caractéristiques que celui qu'il avait dans les sociétés primitives. Loin de là. Il est repérable dans un continuum qui va de la sphère domestique à toute une série de professions où les femmes sont majoritaires en passant par tout le secteur informel : ce sont toutes les activités, rémunérées ou pas, qui consistent à prendre soin des autres, celles où les femmes ont développé des qualités et capacités spécifiques que sont *la sollicitude et la bienveillance*. Ne me faites surtout pas dire que TOUTES les femmes seraient bienveillantes par « nature ». C'est loin d'être le cas : l'Histoire l'a montré et le montre encore, la maltraitance des enfants et des personnes vulnérables a toujours existé et existe encore et elle peut émaner de femmes <sup>19</sup>!

## **II. Les trois types de circulation des choses et leurs principes différents s'agissant du lien entre personnes**

### ***1. Le marché***

Celui-ci résulte directement de la scission dans les activités humaines de la production de la vie telle que je viens de l'exposer. Ceci ne veut pas dire que le marché n'existait pas

---

<sup>19</sup> Pour un développement plus précis cf. F. Bloch, 2009, Prendre soin d'un enfant, un travail comme un autre ? Paru in *Paedagogica Historica* dec. 2010, vol. 46 issue 6\_Special Issue : Politics and history of childcare

auparavant mais durant ces 18<sup>ème</sup> et 19<sup>ème</sup> siècles, il a pris sa forme dominante en Occident et s'est considérablement complexifié depuis en même temps qu'il envahissait l'ensemble du monde. C'est fou le nombre de choses que nous avons été capables de créer...pour servir le marché ! Quelles sont donc ses caractéristiques grossièrement esquissées en fonction de notre propos, la circulation des choses et le type de liens entre les personnes.

1.1. **spécificité du marché : séparation des biens et des personnes** : Dans le marché, la séparation du sujet (la personne) et de l'objet (la marchandise ou le service) doit être la plus aboutie possible : c'est le lieu de l'aliénation humaine puisque l'humain est devenu objet, marchandise diraient Marx et ses épigones. La première caractéristique du marché est donc d'être un lien instrumental par rapport à ce qui circule : l'idéal du marché, théorie aboutie du règne de la marchandise, est que **la circulation des choses se fasse SANS LIEN entre les personnes**. Le marché est donc l'ensemble des règles qui permettent à des étrangers de transiger tout en demeurant le plus possible des étrangers. **Le marché est tout à la fois la production et la distribution (c.à d. la consommation) et son bras armé la publicité** : une grande partie de ce « marché » est entre les mains de trusts, de multinationales : Mongeau<sup>20</sup> évaluait en 1989 à 80% la détention par les multinationales de la production mondiale et des terres agricoles ! Penser la décroissance passe donc par ce constat et sa remise en cause !

Le marché est une manière de « communiquer » avec l'étranger quand on veut qu'il reste un étranger après l'échange, **quand on ne s'intéresse pas à lui mais seulement à ses biens et aux nôtres**. C'est exactement ce que je nomme l'intérêt pour soi et **quand le marché envahit tout le social se développe de plus en plus l'intérêt pour soi et non pour l'autre**. C'est ce que l'on observe actuellement où la mise en concurrence généralisée pousse chacunE à ne penser qu'à soi ! Le risque est donc grand qu'en une ou deux générations, ce soit la guerre de tous contre tous, de tous contre toutes si nous n'y prenons garde !

## **1.2 le prix et l'équivalence sont les principes du marché et de la distribution**

J'irai vite sur ces points car il y a de nombreuses personnes plus qualifiées que moi pour le faire mais surtout parce que cela décentre mon propos : dans le marché, la difficulté est de trouver à définir **l'équivalence** qui permet aux choses de circuler, équivalence qu'on souhaiterait favorable aux deux parties de l'échange mais qui bien sûr ne l'est pas. Le mécanisme des prix accroît infiniment les possibilités et l'espace de circulation des marchandises tout en minimisant le marchandage : on note donc actuellement une dissociation de plus en plus grande entre production et distribution ou consommation (ceci explique les délocalisations d'entreprise, le marché étant devenu international et le « lien » entre les personnes de plus en plus « abstrait » et anonyme !) Mais il n'élimine pas le marchandage car faire des affaires, c'est ça. Il permet d'échanger sans communiquer. **Le prix est la mémoire du marché. Le prix c'est l'équilibre fixé d'avance en fonction de l'offre et de la demande, en dehors de toutes considérations personnelles, en dehors même des agents, en dehors des besoins ou des attentes des protagonistes, entre deux étrangers qui ne se considèrent pas** et qui sont d'ailleurs aujourd'hui de plus en plus éloignés les uns des autres. Le marché est donc un no man's land, un lieu où en l'absence des humains, les choses établissent entre elles leur valeur respective. Ce no man's land s'est d'ailleurs étendu à la finance : on échange, en l'absence des choses, en l'absence des humains, des « valeurs » de plus en plus virtuelles. **Ca c'est la théorie aboutie du règne de la marchandise mais dans la pratique, les choses sont plus compliquées car la valeur des choses et leur étalonnage dépendent des rapports de force entre protagonistes et ceci désormais au niveau mondial** : par exemple, si vous

---

<sup>20</sup> Sergeau Mongeau, 1983 et réédité 1998, La simplicité volontaire..., plus que jamais, Ecosociété

allez à la criée en Bretagne, quand les pêcheurs n'ont que le produit de leur pêche pour vivre, ils arrivent à accepter n'importe quel prix qu'on leur propose pour la vente de leurs poissons (qui est *de facto* une bourse aux poissons où les mareyeurs sont en contact téléphonique ou informatique constant avec les autres ports et avec les grands « marchés » de distribution ) même si certes, ces prix dépendent de la loi d'airain de l'offre et de la demande. Et si les mareyeurs vont se fournir en Afrique pour introduire sur le marché de l'offre et de la demande les poissons que nous consommons, comment vont vivre les pêcheurs bretons contraints d'accepter les prix du « marché » et surtout épuiser les ressources de la mer pour vivre ? Comment vont vivre aussi les Africains dont la pêche entraine dans une économie informelle locale et servait à les alimenter ?

***Le principe du marché est donc l'équivalence*** : l'équivalence entre les choses, ***indépendamment du lien entre les personnes, c'est la règle du donnant-donnant*** : contre ceci, cela et dans nos sociétés, ce donnant-donnant passe par ***l'argent***. Sur le marché, les personnes ont le sentiment, ***même la certitude d'être quitte*** : je paie, je ne vous dois rien. Bien entendu si elles ont de l'argent ! C'est à dire si elles ont quelque chose à échanger. Or l'argent est très inégalement distribué.

La logique marchande obéit donc au calcul, à « l'équilibre » entre l'offre et la demande et elle a donc une forte tendance à considérer les personnes comme des choses car cette logique, en période de crise, s'applique aussi aux personnes, à la main d'œuvre : les personnes qui « se vendent « librement » sur le marché du travail deviennent elles-mêmes des choses que « l'on s'échange, que l'on achète et que l'on jette lorsqu'on en a plus besoin ». Les travailleurs sont donc devenus des marchandises jetables.

Pour que ça marche : **il faut que soit étanche la séparation entre les deux gestes, celui de céder, d'abandonner quelque chose, celui de se procurer quelque chose** : c'est le règne abouti du système de production capitaliste, de la distribution ...et de la bourse. De plus en plus sont éloignées les unes des autres les personnes qui produisent les marchandises et celles qui les consomment et ceci désormais au niveau mondial. Là pourrait intervenir une tentative de « détourner » le marché en vue d'une « décroissance » ou plutôt d'une consommation plus respectueuse des producteurs : les coopératives furent et sont encore de bonnes initiatives. Idem d'ailleurs pour l'argent où le processus a atteint le summum de l'indifférence aux personnes et même aux choses puisque nous sommes dans l'abstraction totale de ce qu'est l'argent, déconnecté des personnes et des choses. Les banques alternatives sont une voie possible encore bien minoritaire.

La ***seule liberté*** qu'offre le marché est donc celle d'en sortir : en affaires, on n'est nullement obligé de s'apprécier, encore moins de s'aimer ! Le marché donne donc l'illusion d'être libre en offrant la « liberté » d'en sortir ! Nous ne nous sentons pas liés à la Migros ni à Carrefour par ex. et pouvons tout à fait aller ailleurs : ce que d'aucuns ne manquent pas de faire d'ailleurs. ***Le modèle idéal du marché et de la modernité, c'est l'individu sans lien, mais avec beaucoup de biens.... et des droits.*** D'où la fascination qu'exerce le marché mais surtout ce qui permet d'y accéder : l'argent. L'argent donne donc cette illusion d'être libre, mais libre de tout lien !

***Or le marché, c'est à dire l'économie devrait être circonscrit à satisfaire les besoins utiles socialement : là serait sa fonction première.***

La seule manière de pouvoir résoudre cette question est d'agir sur l'argent et sur la distribution et la consommation. Si les marchandises sont consommées et s'épuisent donc,

leur obsolescence étant d'ailleurs de plus en plus grande, il faudrait juste que l'argent utile pour subvenir à nos besoins ait une valeur limitée dans le temps, une sorte de date de péremption. Mais aussi que l'intérêt que nous portons à soi soit reporté sur l'autre pour satisfaire ses besoins ! Travailler serait alors mettre ses capacités au service des autres – ce qu'il est d'ailleurs déjà – pour subvenir à LEURS besoins : de là pourrait naître le sentiment de l'utilité sociale de ce que nous faisons.. Or « la leçon » que nous tirons des différentes crises actuelles et de l'envahissement du « marché » par les politiques managériales et purement gestionnaires, fait apparaître cette évidence : nous ne travaillons pas SEULEMENT pour satisfaire nos besoins et notre intérêt, mais bien pour mettre nos capacités au service des autres. L'éthique du travail « bien fait » que beaucoup de travailleurs-ses ont placée comme inhérente à l'acte de travailler est atteinte lorsque les « consignes » et la logique gestionnaire envahissent leur conception profonde de l'acte de travailler.

## 2. les services publics

### 2.1. leur spécificité

Dans les pays où existe un Etat – qui ne soit pas corrompu ou englué dans le marché ! – les services publics relèvent de la redistribution étatique et consistent à prélever sur ce qui circule une certaine quantité de ressources sous forme monétaire (en grande partie via les impôts directs ou indirects), à les faire gérer par un appareil extérieur au marché et à en reverser (redistribuer) une partie dans la communauté, dans les réseaux sous forme de services ou de biens ou *sous la forme monétaire* et ceci en vertu de droits : d'où l'enjeu autour des droits et de l'importance de l'Etat, garant des droits. Mais ces droits incluent eux aussi de **l'argent** !

Or L'Etat pris globalement mais dans toutes les institutions qui le constituent dans beaucoup de pays, est englué dans l'économie, dans des intérêts divergents et même parfois dans les siens quand des parlementaires émargent tout autant dans le marché que dans l'appareil d'Etat. ***On appelle cela un conflit d'intérêts*** ! C'est le cas dans beaucoup de pays dits démocratiques actuellement ( dont la Suisse d'ailleurs) et bien évidemment dans de nombreux pays non démocratiques. Directement issu du religieux même si la « séparation entre la religion et l'Etat » fut instituée, ***l'Etat n'arrive pas dire l'égalité des droits***. Ceci explique la résurgence du religieux dont le souci de l'autre est issu ! Plus l'Etat est corrompu, et/ou englué dans les intérêts du marché, plus le religieux ressurgit et quand je parle du religieux, cela peut être n'importe quel type de croyance pas simplement les religions instituées.

Par rapport au marché, cette forme de circulation semble plus proche des liens sociaux mais elle lui est paradoxalement à la fois plus extérieure et plus intérieure :

- *plus proche* car dans les démocraties représentatives les règles du prélèvement autant que de la redistribution sont contrôlées par des représentants de la communauté nationale (ou cantonale). De cette représentativité, il y aurait beaucoup à dire, s'agissant en particulier de ceux ou celles qui n'ont pas le droit de vote et ne sont pas des citoyens à part entière (tous les étrangers sans droit de vote par exemple, et donc sans droits). Les rapports de force ne sont pas absents – selon les intérêts que chaque groupe défend – et la lisibilité des enjeux n'est pas toujours évidente pour tout le monde même si chacunE est censéE voter ! Néanmoins une certaine complicité existe entre les agents et cet appareil de redistribution surtout à travers les services publics qui, ne l'oublions pas, ont été créés parce que « le marché » ne considéraient pas les

services comme « rentables ». Ils sont censés désormais le devenir : envahissement des logiques managériales et de rentabilité dans les services publics telles que nous pouvons le constater actuellement et difficultés financières à les rémunérer compte tenu de l'évasion fiscale.

- *plus extérieure* au lien social car cette forme de circulation a ses propres règles et sa hiérarchie linéaire plus ou moins explicite. Même si le marché fonctionne sur l'équivalence et que le prix semble invisible - souvent le résultat de rapports de forces où chacun défend son intérêt - ce sont les agents eux-mêmes qui agissent et le fruit de leur action devient le prix tant de la force de travail que de celui des marchandises ! Les sujets sont agissants : ils savent plus ou moins ce qu'ils font et ce sont eux qui le font ! Lorsque le système de redistribution – et les services publics - devient trop lourd, trop contraignant voire coercitif, les agents ont tendance à se retourner vers le marché. **La solidarité étatique est de facto une solidarité passive** car les priorités que l'Etat se donne ne sont pas toujours celles que les citoyens, divisés par ailleurs selon « leurs intérêts » souvent divergents, souhaiteraient ; un bon exemple récent : les sommes allouées aux banques suite à la crise financière ne font vraiment pas l'unanimité parmi les agents sociaux qui vont devoir, par l'impôt, payer ces sommes faramineuses mais en même temps, de nombreux citoyens ont « leur argent » et « leurs fonds de pension » dans les banques !!!!. Contradiction non encore surmontée qui montre la complicité souvent passive d'agents dont les intérêts deviennent opaques. La redistribution peut paraître abstraite et n'échappe évidemment pas aux conflits d'intérêts. En outre, cette redistribution est fortement menacée par les disparités de contribution à l'impôt : les allègements fiscaux consentis selon la position de pouvoir qu'occupent les multinationales par ex. mais aussi les « niches » fiscales consenties aux classes possédantes – quand l'évasion et le secret fiscal ne les masquent pas - rendent l'impôt et son utilisation d'une grande opacité.

## **2.2. Son principe devrait être l'égalité et les droits.**

Par rapport au marché, qui obéit au principe de l'équivalence entre les choses, **la redistribution - et les services publics- dans son principe devrait être celui de l'égalité** – ou pour le moins la diminution des inégalités - et **celui des droits**, en particulier des droits universels. Or ces droits, rappelons-le, ont été l'objet de luttes incessantes depuis le 19<sup>ème</sup> siècle, depuis l'industrialisation et la séparation entre intérêt pour soi et souci de l'autre. Entre le fonctionnaire et l'usager, devenu le « client », le rapport devrait être régi par des droits égaux pour tous. Mais lorsque les droits sont menacés ou bien n'ont pas encore été acquis, le marché envahit l'Etat -voire les services publics - et nous assistons à une crise de la représentation étatique des citoyens et à une disparition de l'égalité des droits. A en juger par le peu de participation aux élections ou aux différentes consultations électorales, beaucoup de personnes se désintéressent de leur représentation : ce n'est pas un hasard donc. La société civile avec tous ses conflits d'intérêts ne voit vraiment pas en quoi l'Etat la représente.

Mais de plus, dans cette circulation des biens redistribués, l'intention était de réduire les inégalités. Or celles-ci sont à la fois inégalités de revenu et de droits : sont donc constamment entremêlés **droits** – en tant que nous serions égaux en droit – et **argent** – susceptible de corriger les inégalités de salaires et de revenus. En faisant cela, l'Etat atteint un seuil où la dépendance des personnes à son égard détruit le lien social comme le fait le marché. Car l'Etat caresse tout de même l'illusion qu'il peut tout rationaliser et appliquer ses normes dans les services qu'il dirige : je le constate très précisément s'agissant de la prise en charge des enfants où l'hygiène et la sécurité priment sur les capacités sensibles de sollicitude, de

bienveillance qu'ont développées beaucoup de femmes qui prennent soin des enfants. Mais ces « qualités » ou « capacités » humaines ne sont pas évaluables et la prise en charge des enfants et des personnes vulnérables devient de plus en plus un coût ! Tout devient donc quantifiable et objet de calcul, de rationalisation. En effet, l'idéal de l'Etat dit redistributif serait qu'il n'y ait pas d'affectivité, ni de sollicitude dans la manière dont il traite à la fois les fonctionnaires – son personnel – et les usagers. Il n'a pas d'état d'âme : l'amour et l'affectivité, les sentiments moraux qui s'ancrent dans le souci de l'autre seraient réservés à la sphère privée ! L'Etat se veut « neutre » et pour lui les personnes sont indéterminées et interchangeables : c'est le cas du fonctionnaire mais aussi de l'utilisateur .

***Mais tendance forte aussi en ces temps, tout le monde revendique des droits pour soi mais a la plus grande peine à reconnaître ceux de l'autre ! Enfin, tout le monde, pas vraiment : seuls demandent des droits ceux qui ont l'espoir d'en pouvoir obtenir ! De nombreuses personnes ne sont même pas capables de revendiquer et à fortiori d'accéder à leurs droits !***

Englué dans les inégalités de revenus et de plus en plus dans les intérêts divergents quand il n'en est pas partie prenante ( !), l'Etat n'arrive tout simplement plus à dire l'égalité des droits entre citoyens, certains de plus n'ayant même pas de statut de citoyenneté pour en revendiquer ! Si l'argent avait une durée de vie différente selon ce à quoi il est utilisé – j'y reviendrai - l'Etat pourrait alors dire l'égalité entre citoyens et non s'engluer dans les intérêts divergents dont les siens bien souvent. L'Etat n'a pas non plus pour vocation à prendre en charge la production et les services, dans une société pensée autrement, lesquels devraient relever que de l'économie, limitée à la satisfaction des besoins...des autres. Le rôle de l'Etat serait alors limité à dire le droit et l'égalité, du point de vue juridique et à assurer sa fonction régaliennne : la sécurité des citoyens.

### **3. Le don**

Première précision pour lever une ambiguïté fréquente : le don n'est pas toujours gratuit et ce qui est gratuit n'est pas toujours du don.

***3.1. La spécificité du don dans les sociétés modernes est d'être au service de la relation et rend inséparables objets et sujets.***

En effet, le don, longtemps étudié par les anthropologues dans les sociétés dites « primitives »<sup>21</sup> , prend un sens fort différent dans nos sociétés dites développées. Des services, des prestations, ***de l'argent aussi***, circulent tous les jours dans les interactions quotidiennes sans que nous en ayons toujours conscience. Nous sommes donc en permanence des donateurs et des donataires. Mais ces gestes que nous commettons n'ont rien à voir avec l'équivalence ni avec les règles de droit : ces gestes ou prestations et contre-prestations sont effectués en fonction du lien qui nous « lie » aux personnes. Ils sont indissociables de la relation que nous nous entretenons avec les personnes auxquelles « on rend service » mais auxquelles aussi, même si c'est fort différent d'une classe à l'autre, on donne de l'argent<sup>22</sup>.

---

<sup>21</sup> Marcel Mauss, op. c. Rappelons la spécificité des sociétés dites primitives : c'étaient des sociétés où l'argent et l'Etat n'existaient pas. Ce qui est loin d'être le cas dans les sociétés dites développées.

<sup>22</sup> Il en résulte qu'une des plus grandes inégalités sociales de revenus est celle qui concerne la transmission patrimoniale, mobilière et immobilière. S'agissant de la Suisse, le secret salarial et fiscal et l'opacité des rémunérations des cadres supérieurs et dirigeants rendent impossibles le déchiffrement des inégalités de revenus ! On ne connaît en effet que les salaires des employéEs et cadres moyens (Fluckiger).

Mais donner du temps ou de l'argent à ses enfants ou à ses proches, voire à de lointains étrangers, est fort socialement et sexuellement différencié.

Le don a donc une spécificité par rapport au marché ou la redistribution : il rend inséparables objets et sujets. ***La matérialité de ce qui est donné et reçu – les « choses » ou services, voire de l'argent - circulent mais sont au service du lien, au service de la relation puisque quelque chose de soi passe dans la chose donnée.*** Dans nos sociétés contemporaines, le don a pris une toute autre signification qu'il n'avait dans les sociétés dites « archaïques » : seule la qualité de la relation va inciter le donataire (celui ou celle qui reçoit) à donner à son tour, plus tard et selon une temporalité souvent fort longue, ***s'il s'est senti considéré*** dans ce qui lui a été donné. La dynamique du don repose donc tout autant, sinon plus, dans le sens que le donataire – celui ou celle qui reçoit - attribue à ce qu'il a reçu : donner ouvre sur du sens indéterminé, donner c'est prendre le risque de la relation et le donataire sera d'autant plus amené à donner à son tour que le don reçu aura comblé son attente et qu'il aura été considéré dans ce qui lui a été donné. Le don ouvre donc sur la prise en compte de la profonde altérité de l'autre.

***On ne donne donc pas POUR recevoir mais pour créer ou entretenir la relation et inciter l'autre à donner à son tour selon une temporalité qui est fort éloignée de l'échange marchand et du donnant-donnant.*** Le don - et la grande boucle qu'il effectue - est donc une relation intersubjective et repose sur une asymétrie de position où le donateur ne verra le « retour » - si retour il y a – que beaucoup plus tard. ***Le don sollicite la mémoire***, mémoire que le marché n'a pas puisqu'il ne sait penser que l'immédiateté.

Dans cet échange fort singulier qu'est celui du don, les personnes ne sont évidemment pas interchangeables – comme elles le deviennent de plus en plus dans le marché et dans les services dits publics - . A titre d'exemple, prendre soin d'un enfant ou d'une personne âgée ou vulnérable, c'est engager sa subjectivité et instaurer avec lui ou elle une relation intersubjective : ce dont enfants et humains ont tous besoin pour vivre ! Ceci peut paraître abstrait. Je vais donc donner quelques exemples : ce qui est procuré à l'enfant par exemple, en termes de soins, de nourriture, de présence, est indissociable de la relation nouée entre cet enfant et la personne qui lui prodigue des soins. Cette personne n'est pas interchangeable comme peuvent l'être les « agents » dans le marché ou dans les services de l'Etat. L'enfant ne peut grandir sans ce lien. De la qualité de ce lien dépend son développement harmonieux ou pas. Il en est de même, quoique différemment, pour une personne âgée ou vulnérable : la personne qui prend soin d'elle, engage sa subjectivité dans la relation et n'est pas interchangeable avec une autre. Pourriez-vous par exemple dire que telle femme indifférenciée est votre mère ? ou que tel ami est interchangeable avec un autre ? La relation qui s'est nouée avec telle ou telle personne n'est pas la même que celle que vous pouvez avoir avec telle autre. Autre exemple : le cadeau qui vous est fait par un ami dépend lui aussi fortement de la qualité du lien que vous entretenez avec lui. Ce n'est pas la valeur du cadeau – encore que !!! - qui importe mais la relation que vous entretenez avec celui ou celle qui vous le donne : ce cadeau prend alors une toute autre valeur que s'il vous était « donné » par quelqu'un avec qui la relation est médiocre. Dans un cas, vous serez rempli de gratitude, dans l'autre, vous n'aurez qu'une envie : vous débarrasser du cadeau !

***Mais le don a une forte tendance à être désormais envahi par l'argent : y compris dans les cadeaux, de l'argent circule – et ceci de plus en plus – et tout au long de la vie et***

singulièrement à la fin de celle-ci, de l'argent<sup>23</sup> circule d'une génération à l'autre. Il est donné et de plus en plus allégé de tout impôt sur le patrimoine ! Les allègements fiscaux qui ont été consentis ces dernières années ne font qu'augmenter les inégalités sociales.

Enfin, dernière sorte de don, le don aux étrangers en cas de catastrophe ou dons de charité que Godbout<sup>24</sup> a beaucoup étudié. Je ne développerai pas cet aspect du don mais renvoie le lecteur à toute une littérature existante sur le sujet. Ces dons sont faits par solidarité et constitue une sorte de grande boucle qui fait de vous un récipiendaire potentiel d'une humanité universelle : ils échappent à toute règle de l'équivalence et à celle du droit mais ils n'échappent pas à la nécessité de prendre en compte les besoins de l'autre.

### ***3.2. le principe dynamique du don : la dette symbolique ou dette de gratitude et de reconnaissance.***

En sollicitant la mémoire, le don nous place dans une posture de dette, la dette de gratitude : ***nous ne sommes pas au principe de notre existence et nous avons à reconnaître ce que nous devons aux autres.*** Si les humains se sont toujours pensés dans une posture de débiteur, dette qu'ils ont longtemps attribuée à des forces extérieures au monde des humains (les Dieux, les êtres surnaturels, etc...) c'est tout simplement pour ne pas tomber dans la toute puissance ou la folie. Qu'on considère cette manière de penser comme primitive, magique ou de l'ordre de la croyance mythique, et que nous souhaitions nous en débarrasser, il n'empêche que sans tous les autres qui subviennent à nos besoins, nous ne pourrions pas vivre....***Le don en sollicitant la mémoire nous fait prendre conscience tout à la fois de l'altérité de l'autre et de notre profonde interdépendance.***

***Reconnaître ce que l'on doit aux autres*** devient donc une nécessité absolue à l'heure où la transcendance a disparu pour beaucoup de nos concitoyens. Vouloir prétendre être « autonome » parce qu'on possède de l'argent est donc un artefact que la société capitaliste tend à nous faire accroire : cette idéologie nous mène exactement là où nous sommes, droit dans le mur, droit dans la toute puissance. ***Parler de décroissance par exemple me semble prématuré tant que nous ne prendrons pas conscience de notre profonde interdépendance et de tout ce que nous devons aux autres.*** Les initiatives que la « crise » et la mondialisation font émerger, sont importantes, voire positives, car elles nous permettent de prendre conscience que nous ne sommes pas des êtres « autonomes » et « auto-déterminés », ce que le néo-libéralisme a fortement tendance à nous faire croire...lorsque nous avons de l'argent.

En effet, lorsqu'on parle de don, on pense toujours gratuité et donc absence de retour. Or quand on observe le don, on voit toujours qu'il y a retour : c'est d'ailleurs le point de départ du plus grand ouvrage jamais écrit sur le don : *l'Essai sur le don* de M. Mauss. La triple obligation de donner, recevoir et rendre était un fait social total dans les sociétés archaïques que Mauss a étudiées. Mauss dit bien que « ces dons sont en théorie volontaires, mais en

---

<sup>23</sup> A titre exemplaire, en Suisse 5% des héritiers se répartissent 60 % des legs tandis que 55 % se contentent de 2%. (Julie Zaugg, L'Hebdo, 11 mai 2006). En France, les 30% des foyers (unités de consommation (uc) les moins aisés disposent en moyenne d'un niveau de vie huit fois plus faible que le 1% des plus aisés : alors que les premiers disposent d'environ 920 euros par mois en 2000 (donc avant la « crise »), prestations sociales comprises, les seconds « ménages à hauts revenus » disposent de plus de 4070 euros, impôts déduits, les revenus d'activité non salariée et les revenus du patrimoine représentant 1/3 de leurs revenus (J.M. Hourriez, INSEE Première, 916, août 2003).

<sup>24</sup> J. Godbout, 1992, *L'esprit du don*, La Découverte

réalité obligatoirement faits et reçus ». Cela a fait dire à nos penseurs modernes qu'en fait le don n'existait plus mais que l'on donnait POUR recevoir. Il n'y aurait donc pas de geste gratuit mais toujours intéressé, ce serait un échange marchand déguisé. Il s'agirait selon Bourdieu d'un « mensonge social ». Voilà exactement les séquelles de la théorie marxiste, prolongement direct de la science économique du 18<sup>ème</sup> siècle qui scinde la vie sociale entre intérêt pour soi et souci de l'autre !

Or le don sollicite la mémoire, il a une temporalité longue et fait une sorte de boucle sans fin mais, dans nos sociétés modernes, il dépend de la **qualité de la relation** qui s'est instaurée entre le donateur et le donataire : **il est ouverture à l'autre et suppose que l'autre soit considéré dans ce qui lui est procuré**. Le don est tout simplement **ouverture à l'autre** en tant qu'il est autre même si, par son humanité, il nous est semblable. Pour renverser le sens qui fut attribué à la division du travail dès le 18<sup>ème</sup> siècle, il nous faudrait donc développer **l'intérêt que nous portons à l'autre, à tous les autres**.

En effet, si le don résulte de la dette de reconnaissance, de gratitude qui fait des humains des êtres redevables aux autres, à ceux qui les ont précédés et à ceux qui lui succéderont, il nous montre aussi ce que nous devons à TOUS LES AUTRES dont nous sommes séparés par le marché qui a, en grande partie, envahi tout le social. Le don dans les sociétés modernes où l'individuation est beaucoup plus développée qu'elle ne l'était dans les sociétés primitives, est **invitation à porter notre intérêt sur l'autre !** L'individuation – pour ne pas dire l'individualisme qui en est la version délétère - ne fait pas de nous des êtres AUTONOMES MAIS DES ÊTRES INTERDEPENDANTS . Si chacunE a cette aspiration à se sentir considéréE - d'où la montée massive des demandes de reconnaissance – c'est bien que nous ne travaillons pas seulement pour subvenir à nos besoins mais bien pour recevoir la preuve vivante de notre utilité sociale. Nous souhaiterions donc tout à la fois nous sentir considéréE, avoir des liens mais en même être libres de tout lien, de toute obligation et donc ne rien devoir à personne ! **Cette contradiction traverse tout le social : nous sommes de plus en plus interdépendants mais seul l'argent nous donne l'illusion que nous ne devons rien aux autres et que nous sommes libres....de toute obligation à leur égard.**

### **3.3. Le don, pris entre liberté et relation d'emprise**

**Si le principe dynamique du don est la dette, celle-ci est le plus souvent tue** : c'est un système symbolique qui **suppose le non dit et l'implicite**. Nous avons montré dans nos travaux de recherche pourquoi elle est tue et comment elle s'exprime y compris dans son euphémisation<sup>25</sup>.

La dette est « taisible » . Pourquoi ? Tout simplement parce que donner place l'autre dans une relation d'obligation. Or il ne s'agit pas de lui faire sentir qu'il est notre obligé mais de lui laisser sa liberté, celle de donner ou pas. On s'aperçoit alors combien est complexe le don qui repose sur l'interprétation subjective des protagonistes. Un exemple : si vous apportez des fleurs chez quelqu'un qui vous a invité à dîner, vos fleurs sont-elles un don ? ou un contre-don de manière à marquer votre reconnaissance à la personne qui vous a invité ? Ou bien voulez-vous au contraire lui montrer que vous ne souhaitez pas être sous sa dépendance et écrasé par l'invitation ? Et pourquoi faire retour tout de suite en invitant l'autre pour être quitte ? Ou bien cesser de la voir car vous considérez que le don qu'elle vous a fait vous écrase et que

---

<sup>25</sup> Pour ne pas alourdir ce texte par des références bibliographiques, je tiens à la disposition des lecteurs-trices de nombreux articles sur le sujet. A titre exemplaire :  
F. Bloch, M. Buisson, J. C. Mermet, 1990, Activités féminines et obligations familiales, *Dialogue*, 110, 75-90

vous ne voulez pas tomber sous sa dépendance ? ou bien considérez-vous son invitation à dîner comme un retour ?

***On voit donc que l'interprétation du don est complexe et peut dériver facilement sur le donnant-donnant, sur une économie comptable fort proche de l'échange marchand.***

Le don laisse donc du sens indéterminé et est fonction de la subjectivité des protagonistes : faire remarquer que l'on donne, c'est faire violence à l'autre, c'est le contraindre à donner à son tour alors qu'il doit se sentir libre quand il jugera nécessaire pour lui et pour la relation de donner à son tour. Plus je libère l'autre de l'obligation de donner, plus il se sentira libre de le faire. Donner est ouvrir une relation dont on n'est jamais certain. ***C'est prendre le risque de la relation.***

***Il y a donc un risque dans le don*** : et c'est celui-ci qui émerge dans la relation conjugale et intergénérationnelle mais aussi dans de nombreuses relations quotidiennes. Le risque est de se sentir prisonnier de la relation si en particulier vous n'avez pas été considéré par l'autre comme justement un autre : nous avons une forte tendance à penser l'autre comme nous ressemblant. La revendication d'égalité telle qu'elle prévaut depuis de nombreuses années entre hommes et femmes, mais aussi entre enfants et parents ou entre membres de la communauté, ne prend pas en compte la profonde altérité de chacunE et la diversité des ***motivations humaines*** non réductibles à « l'utilité » et à une vision purement matérialiste et utilitariste de la vie. L'égalité, dont le don a horreur, nie ***l'altérité***, l'hétéronomie. Le don est ***ouverture à l'autre, le dissemblable, le singulier***. L'asymétrie de position que provoque le don –le lien est d'autant plus fort que l'on ne rend pas tout de suite et que la position de débiteur est maintenue - est contraire à l'égalité. Préserver le lien, c'est maintenir le plus longtemps possible l'asymétrie alors que l'égalité – qui devrait être du domaine des droits – suppose de rendre le plus rapidement possible pour ne pas avoir de dette à l'égard de l'autre, de ne rien lui devoir et de se penser son égal. Or la diversité des capacités et des motivations humaines sont la marque de notre interdépendance mais aussi de notre profonde altérité.

Or comme le souci de l'autre auquel je préfère le terme ***d'intérêt porté à l'autre***, fut, par construction sociale et non par « nature » affecté aux femmes et s'incarne principalement dans le travail domestique et la prise en charge des enfants et personnes vulnérables n'a jamais été pensée dans les besoins sociaux rémunérés, nous le retrouvons massivement aujourd'hui dans les postures de don et dans ce qui s'échange au sein de la famille mais aussi dans de nombreuses autres relations sociales !

Mais ***l'intérêt porté à l'autre*** n'est pas réductible au don ! ***Travailler en effet est de facto travailler pour l'autre, pour subvenir à ses besoins et non aux nôtres*** ! Que l'intérêt qu'on porte à l'autre soit réduit à la sphère non marchande ou privée est tout simplement une aberration du 18<sup>ème</sup> et une scission effectuée par la violence dans les activités humains et ceci au profit de certains, les hommes de la bourgeoisie montante et triomphante de la Révolution française et occidentale.

Tout ceci se répercute dans la sphère conjugale et familiale où la violence désormais est enfermée et de moins en moins contenue alors qu'auparavant elle s'étalait sur la place publique<sup>26</sup>. La violence est aussi intra-familiale non qu'elle n'ait jamais existé auparavant et qu'elle ait été limitée à cette institution mais c'est là que prioritairement elle nous choque comme si la famille n'était qu'un lieu de « don » et d'amour. Si la violence a aussi envahi la famille, c'est que ***la dette émerge*** tout le temps dans la relation et que les comptes sont toujours remis sur la table : en effet, dans la famille, se mêlent dans un même continuum et

---

<sup>26</sup> Robert Muchemfeld, 2008, *Une histoire de la violence. De la fin du Moyen Age à nos jours*, Seuil

dans une confusion extrême des *histoires d'amour, d'argent et de droits*. Ce règlement de comptes peut déboucher sur la rupture du lien, la rupture du circuit du don et donc sur la violence. Ces ruptures du lien sont massives actuellement : en témoigne d'ailleurs le nombre de divorces où de nombreux couples s'entre-déchirent pour savoir qui a le droit de....! En sociologie on appelle cela une situation d'anomie, de crise profonde du lien.

Si le don et son principe dynamique la dette (celle de gratitude mais aussi d'obligation !), suppose d'être tue en « régime d'amour », les comptes se règlent en régime de conflit et de séparation, écrivions nous voici vingt ans<sup>27</sup>. Tout simplement parce que n'est jamais reconnu ce que donnent les femmes qui sont massivement dans ces postures de don : la sollicitude<sup>28</sup>, la bienveillance sont des capacités que les femmes ont développées dans toute une série d'activités qui vont de l'informel au formel et qu'on retrouve non seulement dans le travail domestique dont une grande partie est déjà passé sur le « marché » mais dans les soins prodigués aux enfants et aux personnes vulnérables : aux deux extrémités de la chaîne de la vie et de plus en plus pendant le cours de la vie (la vulnérabilité de l'humain nous saute aux yeux), la prise en charge des humains reste une affaire de femmes et cette prise en charge nécessite des capacités qui ne sont pas reconnues dans lesquelles sujets et objets sont inséparables. Le don est donc majoritairement une histoire de femmes mais bien entendu pas de toutes puisque ce n'est pas « par nature » que les femmes seraient « donnantes ». Beaucoup de femmes donnent par « devoir » parce qu'elles ont été socialisées à prendre soin des autres. Et beaucoup aussi le font sentir.

Mais certaines (bien sûr pas toutes) ont développé des qualités et capacités, qu'on qualifie à tort de féminines, qu'elles mobilisent dans toute une série de professions et de services qui vont de l'informel au formel. Ces qualités ne sont tout simplement pas reconnues d'abord intersubjectivement et donc encore moins socialement car on ne sait pas reconnaître les différentes capacités et motivations de l'agir humain : pour une raison fort simple, on ne sait pas les évaluer et leur rétribution ne fut jamais pensée. Or nous sommes dans une société où seule l'évaluation et le quantitatif comptent, où seul ce qui s'évalue à une valeur. Et je dirais même que ce mouvement s'amplifie : dans toute une série de services qui concernent le soin aux personnes, la rationalité économique et financière – les politiques managériales – se sont introduites massivement. Tant que nous en serons là, le don – c'est à dire une forme particulière de sollicitude - risquent fort de disparaître -. Si certains prétendent que le don n'existerait plus<sup>29</sup> en tout cas sous sa forme initiale, à savoir son caractère d'obligation, je pourrais dire modestement qu'il s'est scindé : une part du don est sa part maudite qui existe encore et massivement – c'est l'héritage patrimonial, il se porte plutôt bien mais est de plus en plus inégalitaire : c'est l'inégalité de naissance et n'a rien de gratuit.. L'autre partie du don est la sollicitude, l'intérêt que l'on porte à l'autre : cette partie, souvent invisible, reste une affaire de femmes et s'observe tout autant dans le secteur formel qu'informel dès lors qu'il s'agit de prendre soin de l'humain. Or la sollicitude n'est pas liée à la « nature féminine » : elle résulte d'une posture réflexive dès lors que nous sommes confrontés à la vulnérabilité de l'autre. Elle n'est donc pas réductible à la sphère privée mais traverse l'ensemble du social : un nombre considérable de personnes - précaires, chômeurs, travailleurs exténués car soumis à des rythmes infernaux, harcelés, etc – sont confrontés aujourd'hui à leur vulnérabilité. Penser une autre organisation sociale où l'intérêt pour l'autre serait plus développé est devenu une question de *santé sociale* et pas simplement de croissance ou décroissance.

---

<sup>27</sup> F.Bloch, M. Buisson, J.C. Mermet, 1991, Après divorce : parentalité conjointe ou parentalité disjointe ? » *Revue suisse de sociologie*, 17,1, pp.1-23

<sup>28</sup> Fabienne Brugère, 2008, *Le sexe de la sollicitude*, Seuil

<sup>29</sup> M. Hénaff, 2002, *Le prix de la vérité. Le don, l'argent, la philosophie*, Seuil

*Le don est donc contaminé par les catégories marchandes – ce qui n'est pas nouveau mais s'aggrave - mais à travers lui le seul lien entre les personnes est lui-même contaminé. Dit dans un jargon plus connu, l'absence d'égalité de droits entre hommes et femmes, les disparités salariales mais aussi de revenus qui traversent le social font système et nous conduisent dans l'impasse des différentes crises. Penser une autre organisation sociale, une alternative au capitalisme suppose de penser séparément et de les réarticuler autrement :*

- les droits qui sont du domaine de l'égalité,
- les besoins qui devraient être du domaine de la solidarité dans ce que serait l'économique
- et les capacités qui devraient être du domaine de la liberté car elles disent la diversité des motivations humaines .

### **Conclusion tout à fait provisoire :**

La confusion de plus en plus grande entre ces trois domaines – droits, besoins et capacités - conduit chacunE à faire les comptes et à finir de tuer le lien social entre les personnes. ChacunE a le sentiment de se faire avoir ! On mélange donc droits – domaine de l'égalité - , besoins – domaine de l'économique et de la solidarité – et capacités – la diversité des motivations humaines nécessaires pour vivre dans une société humaine et qui participe de la liberté humaine. Pensés séparément, ces trois domaines pourraient être réarticulés autrement.

La seule issue actuelle si on ne veut pas tuer les derniers liens existants est de donner à l'argent des temps de vie différents selon à quoi il sert :

- l'argent servant aux besoins courants , c'est à dire à la consommation courante devrait avoir une date de péremption rapprochée. On ne pourrait pas le garder mais il circulerait pour les besoins courants ;
- l'argent du don (la part maudite) : il devrait être sans intérêt voire intérêt négatif pour faire disparaître progressivement l'héritage sauf s'il est réemployé par le secteur économique, pour satisfaire les besoins sociaux et deviendrait alors prêt ;
- l'argent servant de prêt pour le secteur économique – emprunt long - aurait un intérêt positif réduit si et seulement si l'économique était limité à satisfaire les besoins sociaux.

L'argent aurait donc plusieurs « couleurs » pour différencier ce à quoi il sert !

Car de facto, si les marchandises se consomment, si la vie se consume, la seule chose qui reste est l'argent qui permet actuellement d'exercer son pouvoir sur les autres : c'est la part maudite ! C'est donc en repensant le rôle de l'argent dans nos sociétés qu'on résoudra la crise qu'elles traversent et qu'alors nous pourrions agir sur ce qui est nécessaire à la production et à la reproduction de la vie.